



HAL
open science

La pénurie d'eau en Syrie

Fabrice Balanche

► **To cite this version:**

Fabrice Balanche. La pénurie d'eau en Syrie : compromis géopolitiques et tensions internes. 2008. halshs-00328641

HAL Id: halshs-00328641

<https://shs.hal.science/halshs-00328641>

Preprint submitted on 10 Oct 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LA PÉNURIE D'EAU EN SYRIE : COMPROMIS GÉOPOLITIQUES ET TENSIONS INTERNES

Fabrice BALANCHE *

En ce début de XXI^e siècle, la Syrie est entrée dans une phase de stress hydrique d'autant plus critique qu'elle ne l'a pas anticipée et qu'elle est très mal armée pour y faire face. Le pays ne peut plus guère mobiliser de nouvelles ressources pour satisfaire les besoins de sa population croissante : 20 millions d'habitants en 2008, 28 millions en 2020. Il faudrait une réforme de fond de la politique agricole et de la gestion de l'eau domestique que le régime baathiste se refuse à lancer officiellement par dogmatisme, plus pratiquement parce qu'il est structurellement incapable d'y parvenir avec succès. Certes, en comparaison avec d'autres pays du sud de la Méditerranée ¹, la Syrie apparaît comme relativement privilégiée, ce qui peut justifier la moindre inquiétude du régime, mais au regard de sa situation politique internationale et de la permanence d'une fragmentation territoriale forte, la pénurie d'eau devrait être un sujet d'inquiétude majeur. Le régime baathiste a fondé sa légitimité sur le développement du monde rural et de l'agriculture, des services publics bon marché, l'unité nationale et l'indépendance géopolitique. La pénurie d'eau remet en cause brutalement ces fondamentaux. Car l'agriculture doit désormais réduire de façon drastique sa consommation d'eau, de nombreux citadins doivent se procurer de l'eau potable par des circuits privés et coûteux, avant que l'inévitable réforme de la distribution d'eau domestique entraîne son renchérissement de façon significative. Le stress hydrique entame l'unité nationale en réactivant les clivages villes campagnes et en augmentant les inégalités sociales. Les transferts d'eau régionaux, auxquels elle devra se résoudre pour éviter la catastrophe dans les grandes agglomérations, risquent d'accentuer les tensions internes

* Fabrice Balanche est maître de conférence, Université de Lyon 2, GREMM0-Maison de l'Orient.

1. Guillaume Benoit, *Méditerranée : les perspectives du Plan Bleu sur l'environnement et le développement*, Éditions de l'Aube – Plan Bleu, Valbonne, 2005, 427 p.

sur des bases territoriales et par conséquent communautaires. Enfin, la marge de manœuvre internationale du pays se réduit à mesure que les États voisins accentuent leur contrôle sur les fleuves internationaux. La Syrie est contrainte de ménager la Turquie, qui contrôle les 2/3 de l'alimentation en eau du pays : sera-t-elle contrainte de négocier en position de faiblesse avec le Liban pour le partage des eaux de l'Oronte ? Quant au Golan, la pression sur les ressources en eau au niveau régional rend de plus en plus aléatoire son retour sous souveraineté syrienne.

UN STRESS HYDRIQUE CROISSANT RENFORCÉ PAR L'IRRÉGULARITÉ DES PRÉCIPITATIONS

La Syrie connaît une diminution rapide des disponibilités en eau par habitant depuis la fin des années 1980, période à laquelle furent achevés les principaux travaux hydrauliques du pays et commença la mise en eau du lac de retenue du barrage Atatürk en Turquie. Avant la construction du GAP², l'Euphrate, à son entrée en Syrie, avait un débit moyen de 28 milliards de m³ d'eau. En 1987, l'accord bilatéral entre la Syrie et la Turquie ne laissait plus que 15,75 milliards de m³ à la Syrie (500 m³/seconde), mais celui-ci fut loin d'être respecté par la Turquie, qui exerçait ainsi un moyen de pression politique sur la Syrie³.

Les chiffres sur la disponibilité en eau par habitant en Syrie sont peu accessibles car le sujet est considéré comme stratégique par les autorités syriennes. Marwa Daoudy estimait la disponibilité en eau par habitant à 1 791 m³ en 1995 et à 1 249 m³ en 2000⁴. Georges Mutin était beaucoup plus pessimiste puisqu'il annonçait déjà 947 m³ en 1997⁵, soit un chiffre en dessous du seuil des 1 000 m³/an qui induit des pénuries régionales. Georges Mutin estimait d'autre part la disponibilité en eau renouvelable à 14 milliards de m³ en 1997. En 2001, un rapport du ministère de l'Agriculture⁶ indiquait que les disponibilités en eau renouvelables étaient de 13 milliards de m³, et si nous ajoutons les eaux retraitées et issues du drainage, le total s'élevait à 16 milliards. De son côté, la consommation était de 19 milliards, ce qui implique une surexploitation de 3 milliards de m³ dans les nappes phréatiques.

2. Le Projet d'Anatolie du Sud-Est (en turc : Güneydo u Anadolu Projesi) est un projet d'aménagement du sud-est anatolien mené par le gouvernement turc. Il consiste essentiellement à irriguer 1,7 million d'hectares de terres arides à partir de 22 barrages principaux construits sur les bassins versants du Tigre et de l'Euphrate. En parallèle, dix-neuf usines hydroélectriques permettront de fournir 7 476 MW.

3. Georges Mutin, *L'eau dans le monde arabe*, Paris, 2000, p. 78.

4. Marwa Daoudy, « Les politiques de l'eau en Syrie : réalisations et obstacles », dans Baudoin Dupret, *La Syrie au présent*, Arles, 2007, pp. 607-615.

5. Georges Mutin, *op. cit.*, p. 30.

6. FAO-MARA (ministère de l'Agriculture et de la Réforme Agraire de la République Arabe Syrienne) – Coopération italienne, Projet FAO GCP/SYR/006/ITA, 2001.

Nous ne disposons pas de données plus récentes sur les ressources en eau en Syrie que ce rapport de 2001. Si nous prenons comme hypothèse une stagnation des ressources depuis cette date alors que la population continue de s'accroître pour dépasser les 20 millions d'habitants en 2008 (le recensement de 2004 comptabilise 17,8 millions d'habitants sans le million de réfugiés irakiens), la disponibilité par habitant est inférieure aujourd'hui à 900 m³/an. En 2020, la population syrienne sera d'environ 28 millions d'habitants, la disponibilité atteindra donc le seuil de 500 m³/an, auquel la situation est considérée comme critique à l'échelle nationale.

	Unité	Barada et Awaj	Yarmouk	Badia	Oronte	Littoral	Khabour	Tigre et Euphrate	Total
Précipitation/moyenne	%	59 %	49 %	30 %	60 %	80 %	40 %	100 % et 40 %	
Ressources surfaciées	Millions de m ³	12	88	49	666	1 246	315	6 818	9 194
Ressources souterraines	Millions de m ³	490	131	54	964	622	640	2 494	5 395
Total des ressources	Millions de m ³	502	219	103	1 630	1 868	955	9 312	14 589
Taux d'utilisation	%	90 %	85 %	60 %	85 %	65 %	95 %	98 %	
Total disponible	Millions de m ³	452	186	62	1 386	1 214	907	9 126	13 332
Eau retraitée	Millions de m ³	257	50	8	214	0	36	130	695
Eau de drainage	Millions de m ³	568	36	0	231	43	428	725	2 031
Total utilisable	Millions de m ³	1 277	272	70	1 831	1 257	1 371	9 981	16 058
Population		408 900	943 000	113 000	252 800	1 829 000	669 000	4 105 000	14 276 000
Total utilisable	m ³ /hab/an	312	288	619	724	687	2 049	2 431	1 125
Ressources	m ³ /hab/an	111	197	549	548	664	1 356	2 223	934

Tableau 1 : Les ressources disponibles par bassin

Source : ministère de l'Agriculture et de la Réforme Agraire, République Arabe Syrienne, 2001

Lorsqu'on regarde en détail les données fournies par le ministère de l'Agriculture syrien par bassin hydrographique, on est frappé par l'inégalité des ressources disponibles par habitant et par le mode de comptabilité des ressources.

Ainsi, dans le bassin du Barada-Awaj, où se trouve Damas, la ressource disponible est de 452 millions de m³ ; or, les eaux utilisables sont évaluées à quelque 1,3 milliard de m³ car le ministère de l'Agriculture intègre l'eau retraitée et l'eau de drainage, ce qui permet de tripler la moyenne d'eau

disponible par habitant (de 111 m³/an à 312 m³/an). Toutefois, il est de notoriété publique que l'eau retraitée est peu utilisée par les agriculteurs car elle est réputée impropre à l'irrigation. Ainsi, ils puisent dans la nappe phréatique pour alimenter leurs jardins. Le surpompage souterrain est également évident en amont de Damas, où le développement des cultures arbustives irriguées ainsi que la construction de zones pavillonnaires de luxe à Yaafour, et bientôt sur les pentes de l'Hermon (« La huitième porte ») par des investisseurs des pays du Golfe, contribuent à faire baisser le niveau des nappes phréatiques destinées à alimenter Damas. Cependant, les villageois de l'Anti-Liban n'ont pas le droit de creuser des puits comme le font les promoteurs immobiliers. Au final, le déficit entre la consommation et l'eau disponible paraît donc beaucoup plus important que les 310 millions de m³ annoncés officiellement en 2001. En 2008, d'après nos calculs, la seule consommation domestique équivaut aux ressources renouvelables disponibles ⁷.

Le bassin du Yarmouk, au sud de Damas, possède un ratio d'eau disponible par habitant très bas : 288 m³/habitant en 2001, mais seulement 197 m³/habitant si nous ne tenons pas compte des eaux usées retraitées et de drainage. Le déficit hydraulique du bassin est officiellement comparable à celui de Damas, mais pour une population six fois moindre. Notons toutefois que le solde serait positif si la majeure partie des eaux du bassin versant ne lui échappaient au profit d'Israël, qui contrôle le Golan et interdit toute construction de barrage sur le Yarmouk.

Au nord-est du pays, le bassin du Khabour apparaît comme le plus déficitaire de Syrie : 3 milliards de m³ en 2001, selon les chiffres officiels. L'extension des cultures irriguées et la diminution du débit des sources alimentant le Khabour, en raison de l'augmentation de la consommation en Turquie, explique la rapide dégradation du bilan hydrique d'une région pourtant favorisée par les précipitations.

De son côté, la vallée de l'Oronte (Homs, Hama, le bassin du Ghab) est déficitaire du fait de la croissance urbaine et de la progression de l'irrigation. Quant à la vallée de l'Euphrate (y compris Alep), elle possède un bilan équilibré grâce aux accords trouvés avec la Turquie sur le partage des eaux de l'Euphrate, mais cela implique de ne pas étendre les périmètres irrigués. Depuis la mise en service du barrage du Tishrin en 1999, l'eau de l'Euphrate alimente la ville d'Alep.

Le littoral apparaît comme le plus favorisé de tous les bassins versants, son bilan hydrique étant excédentaire de plus de 600 millions de m³ et les ressources n'étant mobilisées qu'à 65 %. La croissance démographique

7. La population résidant dans le bassin du Barada-Awaj atteint 6 millions d'habitants : 5 millions recensés et au minimum un million de réfugiés irakiens non recensés. Avec une consommation moyenne par habitant évaluée à 75 m³ par an, nous obtenons 450 millions de m³, soit l'équivalent des ressources renouvelables disponibles.

modérée de la région littorale depuis les années 1980 et la faiblesse du développement économique permettent aux agriculteurs de disposer d'une eau abondante et de bonne qualité. Néanmoins, le bilan positif à l'échelle régionale masque une grande disparité au niveau local, en raison du relief karstique mais aussi des choix politiques en matière d'aménagement hydraulique ⁸.

Consommation	Unité	Barada	Yarmouk	Badia	Oronte	Littoral	Khabour	Tigre et Euphrate	Total
Surface irriguée	Ha	75 429	34 299	3 871	253 427	72 132	404 075	432 835	1 276 068
Besoins par hectare	m ³ /ha	16 000	10 500	11 000	9 100	6 000	10 600	16 700	12 429
Irrigation	Millions de m ³	1 207	360	43	2 306	433	4 283	7 228	15 860
Population		4 089 000	943 000	113 000	2 528 000	1 829 000	669 000	4 105 000	14 276 000
Eau domestique	Millions de m ³	298	69	8	185	134	49	300	1 042
Industrie	Millions de m ³	77	18	2	48	35	13	78	315
Évaporation	Millions de m ³	5	31	15	148	16	132	1 643	1 990
Consommation totale		1 587	478	68	2 687	618	4 477	9 249	19 207
Ressource disponible		452	186	62	1 386	1 214	907	9 126	13 332
Total utilisable		1 277	272	70	1 831	1 257	1 371	9 981	16 058
Balance		-310	-206	2	-856	639	-3 106	732	-3 149

Tableau 2 : L'utilisation de l'eau et la balance par bassin hydrographique

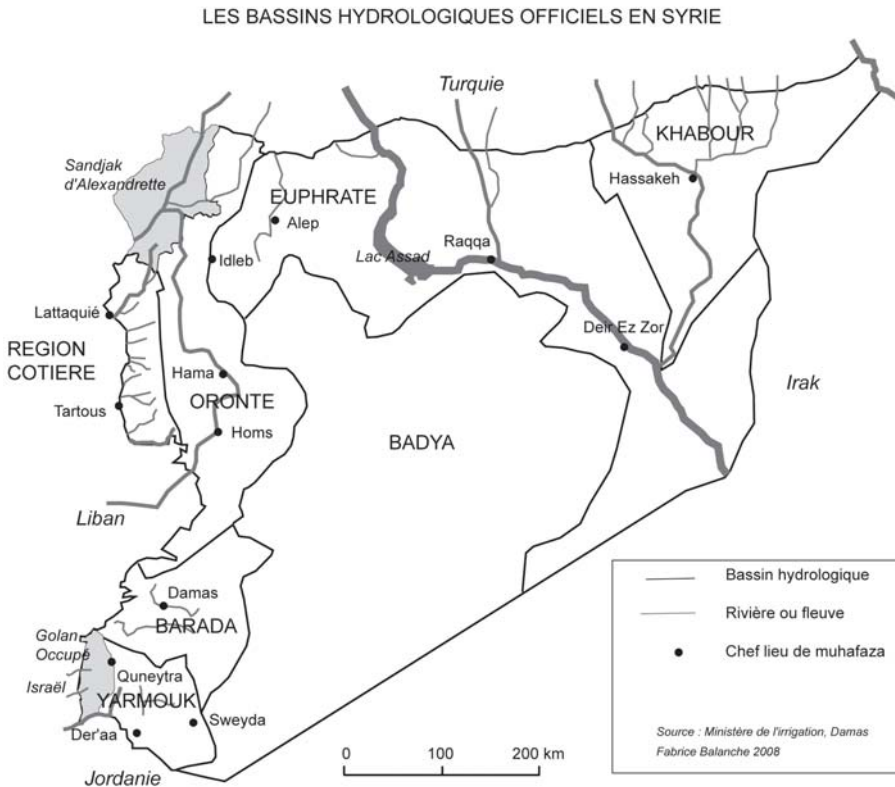
Source : ministère de l'Agriculture et de la Réforme Agraire, République Arabe Syrienne, 2001

L'irrégularité des précipitations en Syrie accentue les problèmes d'alimentation en eau. Durant les années humides, pratiquement tout le territoire reçoit des précipitations supérieures à 200 mm et les 2/3 du pays reçoivent plus de 400 mm. En 1994, année particulièrement pluvieuse, Lattaquié (sur le littoral) a reçu plus de 1 000 mm, Damas 229 mm, Hama (sur l'Oronte) 451 mm et Qameshli (au nord-est) 622 mm. En revanche, 1995 fut une année de sécheresse : Lattaquié reçut 527 mm, Damas 58 mm, Hama 247 mm et Qameshli 303 mm.

8. Fabrice Balanche, *La région alaouite et le pouvoir syrien*, Karthala, Paris, 2006, 313 p.

En fonction des années, l'isohyète 200 mm se déplace d'est en ouest sur une ligne Alep-Hama-Homs mais en évitant Damas ; quelles que soient les années, seule la région côtière et l'extrême nord-est reçoivent plus de 400 mm de pluie. Durant les années moyennes, la moitié du territoire reçoit 200 mm. Partant, sans certains apports d'eau extérieurs (rivières endoréiques, fleuves allogènes, nappes phréatiques rechargées par les infiltrations dans des zones plus arrosées et canaux d'irrigation), les 2/3 du territoire seraient impropres à une agriculture sédentaire et pérenne, contre seulement 1/3 aujourd'hui.

Les barrages de rétention tentent de pallier cette irrégularité (inter et intra-annuelle) des précipitations, mais une partie des stocks s'évapore : 2 milliards de m³ en 2001, soit plus de 15 % de la ressource disponible. Le bassin de l'Euphrate en particulier accuse des pertes colossales : 1,6 milliard de m³, ce qui équivaut à 20 % de l'eau disponible, en raison de l'importance des lacs de retenue (le lac Al-Assad créé par le barrage Al-Furat), les canaux et les réservoirs à ciel ouvert.



Dans ce contexte déjà difficile, les évolutions climatiques interrogent particulièrement. Certes les sécheresses sont récurrentes au Proche-Orient, mais le phénomène s'est accentué à partir de la fin du XX^e siècle. Une étude de la FAO sur le changement climatique à l'horizon 2050 et ses implications sur l'agriculture au Proche-Orient montre que la température pourrait s'élever de 3 ou 4°C dans la région et que les précipitations pourraient diminuer dans une fourchette de 0 à 40 mm par an selon les zones ⁹. La diminution des précipitations devrait être plus forte en Anatolie (de 0 à 80 mm), ce qui aura des répercussions directes sur les débits du Tigre et de l'Euphrate en aval (Syrie et Irak). Les sécheresses de 1998, 1999 et 2000, après celles de 1989 et 1990, avaient fait prendre conscience aux dirigeants syriens de la situation de pénurie chronique dans laquelle le pays se trouvait, et en particulier l'agglomération de Damas. Un plan de modernisation du réseau et des techniques d'irrigation fut même lancé en 2001, et la société japonaise JICA (Japan International Cooperation Agency) fut chargée d'étudier les moyens de réduire les pertes dans le réseau urbain ainsi que les possibilités de transfert entre bassins hydrographiques. Mais le retour de la pluie en 2002, 2003 et 2004 fit oublier momentanément ces projets. Le régime repoussa les réformes, coûteuses sur le plan financier, politique et social. En 2007, le niveau des précipitations fut très faible et 2008 ne s'annonce pas meilleure. Or, excepté de légers progrès dans le domaine de l'irrigation et la réduction des pertes dans les réseaux domestiques, aucune réforme de fond n'a été engagée.

LA SYRIE N' A PLUS DE NOUVELLES RESSOURCES EN EAU DISPONIBLES

Depuis le boom du coton dans les années 1950 jusqu'au début du XXI^e siècle, la Syrie a toujours réussi à subvenir aux demandes en eau de l'agriculture et de la consommation domestique en augmentant la quantité disponible. La construction du grand barrage sur l'Euphrate, entre 1970 et 1978, est le symbole de cette politique qui vise à mobiliser les ressources en eau pour doter la Syrie de l'indépendance alimentaire. Entre 1960 et 2001, le ministère de l'Irrigation a construit 68 barrages, dont le plus important, Al-Furat, détient une capacité de stockage de 14 milliards de m³ ¹⁰, ce qui correspond au lac de retenue Al-Assad. L'augmentation de l'offre a encouragé la demande, en particulier dans le domaine agricole, mais en donnant lieu aussi à un certain gaspillage. D'autre part, dans la vallée de l'Euphrate, les périmètres irrigués se sont étendus dans des zones peu propices à l'agriculture irriguée en raison de leur teneur en sels minéraux, et, faute de drainage, des milliers d'hectares ont été perdus. Mais il ne faudrait pas faire le procès de cette extension de l'irrigation à l'aune de ce problème. Ainsi, par exemple sur le littoral, les barrages de rétention offrent aux agriculteurs une eau abondante qui a permis la mutation d'une agriculture méditerranéenne traditionnelle (blé et olivier) vers le maraîchage et les agrumes. Par ailleurs,

9. FAO, *Climate change: implications for Agriculture for the Near East*, Vingtnuvième conférence sur le Proche-Orient, Le Caire, 1-5 mars 2008, 39 p.

10. En Turquie, les barrages du GAP ont une capacité de 130 milliards de m³.

l'extension des périmètres irrigués est telle que sur les plateaux calcaires de l'arrière-pays de Lattaquié, les paysans ont arraché leurs oliviers au début des années 1990 pour planter des agrumes à plus forte valeur ajoutée.

Entre 1970 et 2006, la superficie irriguée est passée de 450 000 ha à 1 400 000 ha, soit de 7,5 % à 25 % de la superficie cultivée ¹¹. La majeure partie des terres irriguées se situent dans le bassin de l'Euphrate (450 000 ha) et celui du Khabour (280 000 ha) ¹², principales zones productrices de céréales et surtout de coton, dont l'exportation est une ressource significative pour la Syrie (180 millions de dollars en 2005) ¹³.

Après ce boom de l'irrigation, la Syrie ne peut plus augmenter aujourd'hui de façon significative ses ressources en eau. Il est inutile de construire de nouveaux barrages de rétention sur le Khabour et l'Euphrate car la quantité d'eau allouée à la Syrie est limitée en amont par la Turquie et en aval par l'Irak, avec lequel elle a passé un accord en 1987 pour laisser s'écouler 58 % des eaux de l'Euphrate entrées sur son territoire. La Syrie tente d'obtenir de la Turquie le droit de puiser dans le Tigre pour soulager les prélèvements dans la nappe phréatique du bassin du Khabour, mais pour l'instant sans succès. Au Sud, elle pourrait trouver de nouvelles ressources avec le Yarmouk, dont le débit moyen annuel est de 500 millions de m³, mais cette rivière étant dans le bassin du Jourdain, il faudrait qu'elle trouve un accord avec la Jordanie, et surtout avec Israël. La multiplication des petits barrages sur les affluents du Yarmouk en territoire syrien permet à la Syrie de capter quand même 200 millions de m³ par an dans ce bassin. Cependant, pour optimiser le rendement du Yarmouk, il faudrait construire un barrage à la frontière syro-jordanienne. Or ce projet, intitulé « Al Wahdeh » (l'unité), et décidé en 1998, n'a jamais été réalisé ¹⁴.

La situation dans le bassin du Barada est aussi p critique, la croissance de l'agglomération de Damas se faisant au détriment des terres agricoles de la Ghouta, submergées par l'urbanisation, mais aussi des ressources en eau. La surface agricole irriguée s'est réduite car la périphérie n'a plus assez d'eau. Les agriculteurs coupent les arbres fruitiers et abandonnent le maraîchage pour des cultures sèches. Rappelons que les ressources renouvelables dans le bassin du Barada sont estimées à 450 millions de m³, soit un taux d'exploitation de 90 % ; or la consommation domestique et industrielle est de 375 millions de m³, et la consommation agricole de 1 200 millions de m³. Certes, les eaux retraitées de l'agglomération alimentent les canaux d'irrigation de la Ghouta, mais seule une minorité d'exploitants utilise cette eau de médiocre qualité, car la majorité possède des puits, le

11. Bureau central des statistiques ; Annuaires statistiques 1970-2006, Damas.

12. Marwa Daoudy, *op. cit.*, p. 611.

13. Bureau central des statistiques ; Annuaire statistique 2006, Damas.

14. Gaël Bordet, « Le contentieux israélo-arabe pour l'aménagement des eaux du Yarmouk, l'un des principaux affluents du Jourdain », IRG, Paris, janvier 2002, <http://www.institut-gouvernance.org/fr/analyse/fiche-analyse-65.htm>

plus souvent illégaux, avec lesquels ils irriguent leurs jardins tant que le niveau de la nappe phréatique le permet.

Ainsi, dans la Ghouta, la nappe s'abaisse d'un à deux mètres chaque année depuis vingt ans¹⁵, et sur le plateau de Yaafour, au nord de Damas, les puits vont désormais chercher l'eau à plus de 200 mètres contre quelques dizaines de mètres auparavant.

Les eaux du fleuve Barada et des sources du Fijeh sont strictement réservées à la ville de Damas intra-muros, mais cela ne suffit pas pour éviter la pénurie aux citadins. L'eau n'est coupée que le soir à Damas, mais plusieurs jours par semaine dans les banlieues qui, elles, n'ont pas accès à l'eau de la source Fijeh¹⁶. Dans la petite ville de Jdaydeh Artouz, à une dizaine de kilomètres à l'ouest de Damas, les habitants ne sont alimentés que deux heures par semaine, et doivent acheter de l'eau par camion-citerne pour les tâches ménagères et des bonbonnes d'eau potable pour la consommation. Les fonctionnaires qui travaillent à Damas se fournissent en eau potable sur leur lieu de travail, ce qui leur permet d'économiser environ 5 % de leur salaire¹⁷.

L'AGRICULTURE REFUSE D'ÊTRE SACRIFIÉE

Face à l'impossibilité d'augmenter les ressources en eau d'une façon significative, les autorités syriennes sont contraintes à des arbitrages au détriment de l'agriculture, la plus grosse consommatrice d'eau. Une politique de réduction progressive de la consommation agricole a été mise en place. L'extension des périmètres irrigués est gelée depuis 2001, des milliers de puits illégaux ont été fermés, et il est désormais strictement interdit de cultiver les zones steppiques situées en dessous de l'isohyète 200 mm¹⁸. Grâce à ces mesures draconiennes, la superficie irriguée a commencé à se réduire, passant de 1 439 000 ha en 2004 à 1 400 000 ha en 2006¹⁹. Par ailleurs, les ministères de l'Irrigation et de l'Agriculture encouragent la modernisation des techniques d'irrigation : un décret de 2001 oblige les exploitants agricoles à équiper leurs périmètres irrigués de goutte-à-goutte ou de système par aspersion en quatre ans. La banque agricole doit fournir des prêts aux agriculteurs afin qu'ils puissent s'équiper²⁰. Le but est de

15. Entretien au ministère de l'Environnement à Damas, février 2008.

16. Fabrice Balanche, « Damas : chronique d'une pénurie annoncée », *Confluences Méditerranée*, Paris, été 2006.

17. *Ibid.*

18. Mohamed Al Dbiyat, François Debaine, Ronald Jaubert, « Transformation des régions cultivées : différenciation des exploitations et extension de l'irrigation », dans Bernard Geyer et Ronald Jaubert, *Les marges arides du croissant fertile*, Lyon, 2006, pp. 167-187.

19. Bureau central des statistiques, *Annuaire statistique de Syrie 2007*, Damas.

20. Juan Sagardoy et Consuelo Varela Ortega, « *Analysis of irrigation water policies in Syria: current developments and futures option* », FAO, Damas, 2001, p. 8.

réduire la consommation moyenne d'eau par hectare irrigué de 12 434 m³ par an à 8 000 m³.

En 2000, seuls 126 000 ha (25 % des surfaces irriguées) avaient des équipements modernes d'irrigation. Dans ce cas, il s'agit à 95 % de terres irriguées par des puits privés. En revanche, les périmètres irrigués par les réseaux gouvernementaux ne sont quasiment pas équipés car la tarification forfaitaire de l'eau (3 500 livres sterling/ha pour une irrigation permanente et 600 livres sterling/ha pour une irrigation d'hiver) n'incite pas à économiser l'eau.

En 2005, 244 400 ha sont irrigués par des techniques modernes, soit 17 % de la surface irriguée, contre seulement 10 % en 2000. Cela représente un progrès considérable mais nous sommes loin de l'objectif, sans doute trop ambitieux, de 100 % du décret de 2001. Le X^e plan quinquennal préconise l'accélération de « la mise en place de systèmes d'irrigation modernes pour les superficies non encore équipées (1 219 000 ha), ce qui se fera dans les dix prochaines années (à compter de 2006) »²¹. Au rythme de la période 2000-2005, la Syrie ne devrait atteindre son objectif qu'en 2080 ; néanmoins, l'accentuation du stress hydrique et des réformes de fond concernant l'agriculture devraient effectivement accélérer le processus, mais à un rythme moins soutenu que ne le prévoit le X^e plan.

La politique d'indépendance alimentaire du pays a été officiellement assouplie par le IX^e plan quinquennal (2001-2005). Il n'est plus question de produire tout ce dont la Syrie a besoin mais seulement des cultures stratégiques et, selon la théorie des avantages comparatifs, les produits agricoles susceptibles d'être exportés pour pouvoir importer en retour des matières alimentaires. Par exemple, dans le secteur céréalier, la Syrie a plus intérêt à cultiver du blé dur, plus économe en eau et adapté au climat syrien, que du blé tendre. Les bénéfices réalisés par le blé dur permettent l'importation de blé tendre (pour la fabrication du pain) à un moindre coût que lorsqu'il est produit sur place. Avec cette nouvelle politique, la culture de la betterave sucrière, fer de lance de la politique d'indépendance alimentaire de la Syrie dans les années 1970, devrait disparaître faute de subventions. Mais il n'est pas aisé de remettre en cause un dogme du baathisme, d'autant plus que la politique d'indépendance alimentaire est constitutive de l'économie agricole du pays. Les subventions directes et indirectes représentent une part importante du revenu agricole. La distribution des fonds publics par la banque agricole, la gestion des récoltes par les offices gouvernementaux (office des céréales, sociétés des fruits et légumes, etc.) et les grands travaux d'irrigation nourrissent une partie de la population et de la bureaucratie, qui n'entend pas se voir marginalisée, d'autant qu'elle appartient à la base sociale du régime baathiste.

21. Rapport national, « Suivi des progrès et promotion de politiques de gestion de la demande en eau », communication à la conférence de Saragosse : « Gestion de la demande en eau en Méditerranée, progrès et politiques », 19-21 mars 2007.

Bien que difficile à fournir, eu égard à ces habitudes prises, l'effort demandé à l'agriculture est pourtant très porteur car la rationalisation de l'irrigation, un secteur fortement aquavore, offre de grandes marges de manœuvre en matière d'économie d'eau.

Jusqu'à présent, force est d'admettre que ce ne sont pas les politiques publiques qui ont poussé à l'économie d'eau. Seuls les agriculteurs soumis à des pénuries d'eau à cause de la diminution du niveau des nappes phréatiques ont acquis des systèmes de goutte-à-goutte ou d'aspersion. Ce n'est pas la politique de faible tarification qui encourage l'économie d'eau et donc l'investissement technique. En outre, la prise en charge par l'État baathiste de l'irrigation et la généralisation des motopompes individuelles ont détruit les structures collectives locales de gestion de l'eau ; ainsi, la décision d'économiser l'eau est donc individuelle et liée à des considérations économiques ou d'urgence face à la pénurie et non pas à des prises de conscience collectives²². Certes, le ministère de l'Agriculture insiste sur le rôle essentiel des coopératives, mais ces dernières n'existent que sur le papier. Les agriculteurs s'inscrivent dans le plan de production de la coopérative – qu'ils ne respectent d'ailleurs pas – seulement pour pouvoir bénéficier d'intrants subventionnés.

Les fermes d'État de la vallée de l'Euphrate auraient pu être un exemple de rationalisation collective de l'irrigation, mais elles ont été démantelées au début des années 2000, au profit des anciens employés qui cultivent individuellement leurs parcelles²³. Ces nouvelles exploitations privées sont les moins économes en eau car elles bénéficient toujours du réseau gouvernemental et donc d'une tarification forfaitaire à l'hectare qui est ridicule. De plus, la proximité des exploitants avec les responsables du ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation²⁴, deux ministères auxquels certains appartiennent toujours, les met à l'abri d'une politique de réalité des prix de l'eau.

Enfin, sur le fond de cette politique (assurer l'approvisionnement en eau des villes), les agriculteurs arguent avec raison que les citoyens eux non plus ne sont guère incités à économiser l'eau.

22. Jean Hannyoy, *Campagnes et pouvoir en Syrie : Essai d'histoire socio-économique de la région de Deir ez-Zor*, thèse de troisième cycle, EHESS, 1982.

23. Myriam Ababsa, *Privatisation in Syria: State Farms and the case of the Euphrates Project*, European University Institute, Robert Schuman Centre for Advanced Studies' working paper series, 2005, 22 p. <http://www.iue.it/RSCAS/Publication/BrowseType.shtml>

24. Myriam Ababsa, *Idéologie et territoire d'un front pionnier : Raqqa et le projet de l'Euphrate en Jazira syrienne*, thèse de géographie, sous la direction de Pierre Signoles, université de Tours, décembre 2004.

RÉFORMER LA DISTRIBUTION D'EAU DOMESTIQUE EST POLITIQUEMENT SENSIBLE

En ville, la production et la distribution de l'eau sont assurées par des sociétés publiques qui dépendent du ministère de l'Irrigation et de la province (*muhafaza*). L'eau est vendue 10 livres sterling le m³ aux particuliers et 20 livres sterling le m³ au secteur privé, quant au secteur étatique (armée, administration, industries publiques ...), il est dispensé ou se dispense lui-même de régler les factures d'eau. Du reste, de nombreux consommateurs ne payent pas l'eau, parce qu'ils ont une influence politique (responsables de l'armée et des services de renseignement) ou simplement parce qu'ils ont détruit les compteurs d'eau. Le taux de recouvrement des factures est faible, sans compter les branchements illégaux dans les zones d'habitat informel. Mais contrairement aux idées reçues, les habitants des quartiers informels, lorsqu'ils ont un accès légal au réseau d'eau, payent scrupuleusement leurs factures : ils les utilisent ensuite comme une preuve de leur présence dans le but d'obtenir la légalisation de leur logement.

La tarification actuelle de l'eau domestique n'incite pas les Syriens à faire des économies. Pourtant, une augmentation significative du prix du m³ dans les tranches de consommation élevée, telle que pratiquée dans de nombreux pays du sud de la Méditerranée, contribuerait à réduire la consommation domestique. À condition, toutefois, que les compagnies des eaux réussissent à recouvrir le montant des factures.

Avec une tarification obsolète et un faible recouvrement, les sociétés des eaux doivent faire face au délabrement du réseau d'adduction d'eau, qui subit officiellement de 30 % à 50 % de pertes. Entre 2002 et 2005, la société des eaux de Damas (appelée « Société des eaux de Fijeh », du nom de la principale source qui alimente la capitale), grâce à une aide technique et financière de 47 millions de dollars provenant de la compagnie japonaise JICA, a entrepris la réhabilitation du réseau de la capitale. Dans une interview²⁵, le directeur de la société des eaux de Damas a affirmé que les travaux permettaient d'économiser 135 000 m³ par jour, mais il n'a cependant pas détaillé le pourcentage des pertes dans le réseau, et pour cause. D'après nos calculs, cette économie correspond seulement à 10 % de l'eau consommée par Damas (la moitié provient des sources Fijeh et Barada, et l'autre moitié de la nappe phréatique située sous Damas), et officiellement le pourcentage de pertes serait passé de 56 % à 46 %.

La réhabilitation complète des réseaux d'eau urbaine serait coûteuse pour les finances publiques dans l'état actuel de la tarification, mais surtout, les sociétés des eaux n'ont pas les compétences techniques requises. La JICA a contribué à la réhabilitation du réseau d'adduction d'eau de Damas dans le but d'obtenir des marchés en Syrie. De son côté, cette dernière espère obtenir de l'aide des pays arabes pétroliers pour ouvrir le chantier à l'échelle

25. *Syria Today*, janvier 2007.

nationale mais, d'une part son isolement politique ²⁶ la prive de cette manne financière, d'autre part les sociétés occidentales hésitent à participer aux appels d'offre du gouvernement syrien, tant les contraintes sont lourdes et les retards ou l'absence de paiement fréquents. La privatisation du secteur de l'eau n'est pas à l'ordre du jour en Syrie, et quand bien même Bachar al-Assad le déciderait, les sociétés étrangères ne se presseraient pas pour répondre à l'appel d'offre car les expériences de privatisation en Égypte et au Liban ont montré la faiblesse, voire l'absence de retour sur investissement dans des contextes politiques et économiques pourtant plus favorables qu'en Syrie.

Parallèlement à la réduction de la consommation et des pertes dans le réseau, la Syrie commence à investir dans les stations d'épuration afin que les eaux usées ne polluent plus les nappes phréatiques, ces dernières devenant une ressource d'eau domestique de plus en plus importante : jusqu'au milieu des années 1990, la ville de Damas était entièrement alimentée en eau par les sources Fijeh et Barada, et, en 2008, plus de la moitié de l'eau potable de la capitale provient de puits artésiens qui puisent dans le sous-sol de la ville. La protection de la nappe phréatique est donc devenue d'une importance capitale. La périphérie de l'agglomération, qui ne bénéficie pas des eaux de Fijeh, est, elle, alimentée intégralement par les nappes phréatiques. Il convient là aussi de retraiter l'eau avant qu'elle ne soit dirigée vers les jardins suburbains.

Après le semi-échec ²⁷ de la station d'épuration géante d'Adraa (à 20 kilomètres à l'est de Damas), qui traite les eaux usées de Damas-ville, le gouvernement a autorisé le secteur privé à intervenir dans ce secteur. Désormais les *muhafaza* et les municipalités peuvent faire appel à des sociétés privées pour installer des petites stations d'épuration, beaucoup plus efficaces que les grandes infrastructures, et surtout plus rapides à installer. Une vingtaine de stations d'épuration sont actuellement en chantier dans l'agglomération de Damas, ainsi que dans certaines villes de province telle qu'Idlib.

La généralisation du traitement des eaux usées grâce aux initiatives locales et à la pression du secteur privé peuvent contribuer sensiblement à l'augmentation des ressources disponibles. Mais cela sera-t-il suffisant ? La pression sur les ressources en eau s'accroît dans la région, et la Syrie craint de subir de nouvelles restrictions de la part de ses voisins, car sur le plan local comme international, l'accès à l'eau devient source de conflits.

26. Son isolement est confirmé par l'absence de nombreux pays au sommet de la Ligue arabe à Damas en mars 2008.

27. La station reçoit toute les eaux usées de la capitale. L'eau est souvent polluée par des hydrocarbures qui tuent les bactéries chargées de retraiter l'eau, ce qui met hors service la station pendant de longs mois.

LES NOUVELLES GÉOPOLITIQUES DE L'EAU EN SYRIE

Le partage des eaux de l'Euphrate, du Khabour, de l'Oronte et du Yarmouk sont des sources de conflits potentiels avec ses voisins. Néanmoins, aucune guerre de l'eau n'a éclaté, et il semble même que la gestion de l'eau puisse être un facteur de rapprochement entre la Turquie et la Syrie.

Grâce à ses infrastructures hydrauliques sur l'Euphrate, la Turquie possède un moyen de pression évident sur la Syrie. D'ailleurs, avec le déploiement du projet GAP, un véritable différend hydraulique entre la Syrie et la Turquie est né et a constitué un des mobiles du soutien de Damas au PKK jusqu'en 1998. En octobre de cette année, Abdullah Öcalan, le leader de ce mouvement, a été alors expulsé sous la pression d'Ankara, qui avait massé des troupes à la frontière syro-turque. Mais, plus largement, l'arrêt du soutien de la Syrie au PKK et l'expulsion d'Abdullah Öcalan faisaient suite à une période extrêmement tendue, entre 1996 et 1998, où l'aviation turque n'avait pas hésité à bombarder les bases du PKK dans la Beqaa libanaise, alors contrôlée par la Syrie.

L'arrêt des revendications syriennes sur la province turque du Hatay (l'ex-Sandjak d'Alexandrette), en 2004, a levé un obstacle officiel à une négociation sur l'Euphrate puisque désormais les Syriens considèrent l'Oronte comme un fleuve en partie turc. Une détérioration des relations syro-turques dans le futur n'est cependant pas à exclure et le débit de l'Euphrate risque de s'en ressentir. De son côté, la Syrie ne peut pas compter sur sa position en amont sur l'Oronte, les Turcs pouvant continuer à se passer de son eau pour alimenter la province du Hatay.

D'autre part, la Syrie a tout à craindre désormais du recouvrement de la souveraineté libanaise car les sources de l'Oronte se situent en territoire libanais dans la Bekaa. Un accord syro-libanais de 1994 permet au Liban de prélever 80 millions de m³ par an sur les 400 millions de m³ que compte en année moyenne le débit du fleuve²⁸. La détérioration des relations entre les deux pays, en particulier les blocus récurrents imposés par la Syrie, pourrait inciter le Liban à construire un barrage sur l'Oronte et à s'en servir pour faire pression sur la Syrie. Mais le pays du Cèdre ne dispose toujours pas de l'unité politique qu'exigerait une telle politique de confrontation.

Au Sud, la souveraineté de la Syrie sur le bassin du Yarmouk est limitée par la pression israélienne qui interdit la construction de tout ouvrage hydraulique de grande taille tel qu'Al-Wahdeh. La pénurie d'eau dans la région est un facteur supplémentaire de blocage quant au retour du Golan sous souveraineté syrienne. En 2000, les accords de paix entre la Syrie et Israël ont échoué notamment parce qu'Israël voulait conserver la pleine propriété du lac de Tibériade et interdire tout détournement des eaux

28. Pierre Blanc, « Le Liban, l'eau, la souveraineté », *Confluences Méditerranée*, n° 56, été 2006.

du bassin du Jourdain, demandes inacceptables pour Hafez al-Assad ²⁹. Aujourd'hui, le sud de la Syrie se trouve dans une telle situation de stress hydrique qu'il lui faudra recourir à court terme à des transferts d'eau massifs en provenance d'autres bassins hydrographiques, ceux de la région littorale et de l'Euphrate. L'exploitation des eaux du Golan, qui représente un tiers de la consommation d'eau israélienne ³⁰, serait certes une solution plus facile et logique pour alimenter le Sud mais aussi Damas, dont le déficit est grandissant.

En 2005, les besoins en eau de l'agglomération de Damas étaient de 390 millions de m³, or la production stagne aujourd'hui autour de 300 millions de m³. Les besoins sont estimés à 626 millions en 2020, et à 1 milliard en 2040, mais la production locale, en revanche, sera toujours de 303 millions de m³ ³¹. Comme les eaux du Golan ne sont pas accessibles, les études de faisabilité préconisent de solliciter les bassins hydrographiques excédentaires du littoral et de l'Euphrate. Le choix de l'Euphrate serait moins coûteux que celui de la région littorale, car pour apporter l'eau des fleuves côtiers à Damas, il faudrait passer à plus de 1 000 m d'altitude via les plateaux du Qalamoun, ce qui exigerait une dépense énergétique équivalant à un tiers de la production d'électricité syrienne. Le coût des travaux serait de 1,7 milliard de dollars et les travaux devraient durer dix ans ³². Une conduite provenant de l'Euphrate, à la hauteur de Deir ez-Zor, serait plus longue (600 km) mais beaucoup moins gourmande en énergie car les dénivellés sont moindres entre la vallée de l'Euphrate et la capitale. Cependant, les responsables syriens arguent que cela accentuerait la dépendance de la Syrie à l'égard de la Turquie, que les eaux de l'Euphrate à Deir ez-Zor sont polluées par les eaux de drainage, alors que celles des fleuves côtiers syriens sont saines.

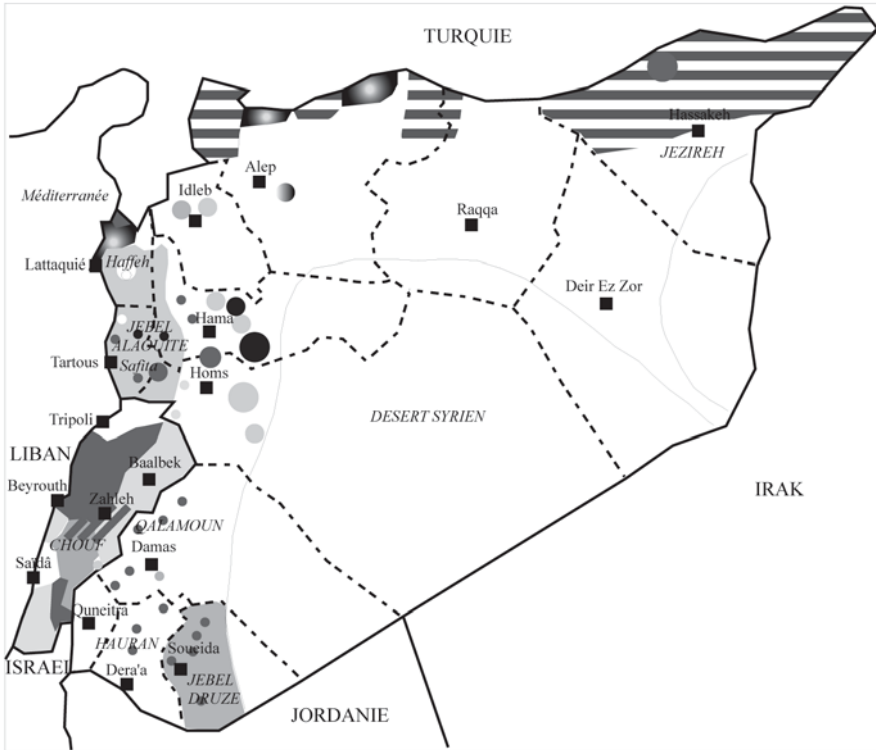
De leur côté, les Damascènes voient derrière ce canal venant du littoral, c'est-à-dire de la région alaouite, un moyen de pression potentiel du régime alaouite sur la capitale. Plus pratiquement, les dépenses occasionnées par ce gigantesque chantier donneraient lieu à des commissions et des contrats qui ont plus de chances de tomber dans l'escarcelle des dirigeants alaouites si les travaux ont lieu dans leur région plutôt que dans la steppe. À ce sujet, il est bon de rappeler qu'avec le développement du secteur public industriel dans les années 1970-1980, la région alaouite a largement bénéficié des nouvelles implantations. Elle compte 20 % des emplois de ce secteur pour seulement 10 % de la population. Cette préférence communautaire ne semble pas encore être remise en question en Syrie en matière de financements publics.

29. Marwa Daoudy, « Le long chemin de Damas : la Syrie et les négociations de paix avec Israël », *Les études du CERJ*, n° 119, novembre 2005.

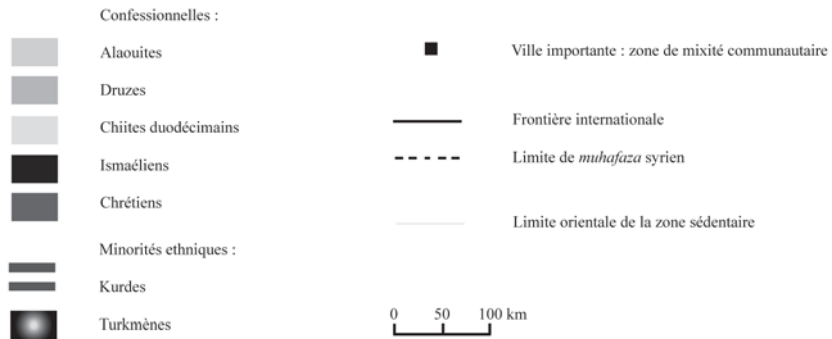
30. *Ibid.*

31. Rapport annuel de la société des eaux de Fijeh 2004 (en arabe).

32. Marwa Daoudy, *op. cit.*, p. 614.



Les minorités dans l'espace rural



Source : D'après la carte des communautés ethniques et confessionnelles des Etats du Levant sous Mandat français. Service géographique de l'Armée du Levant. Date inconnue.

Certes, la région alaouite dispose de surplus hydrauliques, mais le choix de transférer cette eau dans les régions déficitaires ne se justifie à l'évidence pas uniquement par des considérations techniques. Dans le cadre du système de pouvoir mis en place par Hafez al-Assad et dont son fils Bachar est le continuateur, il s'agit de rendre dépendantes du pouvoir alaouite les régions déficitaires et de faire profiter la clientèle alaouite du régime des dépenses publiques. Ainsi, Bachar al-Assad peut trouver dans cette nouvelle situation de stress hydrique un moyen de raffermir son pouvoir. Il semble qu'elle soit déjà utilisée dans certaines régions pour renforcer les liens de clientélisme politique et marginaliser les opposants.

L'eau est donc aussi un enjeu politique, sinon de géopolitique interne. La région du Khabour illustre également cet aspect moins connu que la géopolitique externe.

En janvier 2008, l'Assyrian International News Agency ³³ a dénoncé la politique discriminante dont semblent être victimes les communautés rurales assyriennes situées sur le haut Khabour dans la province de Hassakeh. Les prélèvements dans la rivière en amont des villages assyriens privent ces derniers d'accès à l'eau, au profit des villages arabes sunnites situés entre le territoire assyrien et la frontière turque. Par ailleurs, la construction d'un réservoir d'eau dans cette zone pour alimenter la ville de Hassakeh accentuerait la pénurie. En outre, la multiplication des puits, illégaux mais tolérés par une administration complice et corrompue, contribue à faire baisser le niveau de la nappe phréatique. Ainsi, les puits des Assyriens sont asséchés et un strict contrôle de l'administration sur leur territoire les empêcherait de creuser de nouveaux puits. Il est difficile de vérifier la véracité de ces affirmations, mais elles rappellent les procédés utilisés par les colons israéliens dans les territoires occupés pour pousser les Palestiniens à céder leurs terres.

Le même phénomène semble donc se dérouler en Djézireh, et l'article conclut sur cette phrase : « Maintenant le gouvernement syrien utilise la pénurie d'eau comme un moyen politique interne pour modifier le peuplement de la Djézireh en poussant à l'exode les Assyriens de leur région historique ».

Selon cette logique, les populations kurdes devraient également être victimes de discriminations quant à l'accès à l'eau afin qu'ils quittent cette région où leur poids démographique fait peur au régime syrien. De fait, il semble que l'étude des migrations intérieures en Syrie corrobore cette hypothèse puisque la *muhafaza* de Hassakeh est celle d'où viennent le plus de migrants ; essentiellement des populations rurales qui émigrent à Damas ou au Liban à la recherche d'un travail. Bien sûr, la question de l'eau n'explique pas à elle seule cet exode. Dans la *muhafaza* de Hassakeh, le régime baathiste

33. Assyrian International News Agency, "Syria's Water Policy Targets Assyrian Christians", 2008, <http://www.aina.org/releases/syrias.htm>

n'a procédé qu'à une réforme agraire partielle : certains grands propriétaires ont été expropriés mais leurs terres n'ont pas été distribuées aux paysans comme dans le reste du pays. Elles constituent des domaines publics qui sont loués à des exploitants. Mais de fait, ceci n'a guère modifié la structure sociale puisque les anciens grands propriétaires sont précisément ceux qui disposent des autres moyens de production (tracteurs, moissonneuses, motopompes, etc.). Or ils sont le plus souvent arabes alors que les paysans, eux, sont en grande majorité kurdes. À l'évidence, les dirigeants baathistes ne souhaitaient pas que les Kurdes puissent bénéficier des distributions de terres, ni par conséquent qu'ils puissent s'enraciner dans la région. La pénurie d'eau dans la région, accrue par les prélèvements des populations arabes sunnites favorisées par le pouvoir, contribue à résoudre le problème kurde en poussant ces derniers vers les grandes villes arabes de l'ouest de la Syrie, où leur arabisation est plus facile.

CONCLUSION : LE RÉGIME BAATHISTE ABANDONNE LA SYRIE AGRICOLE

La pénurie d'eau en Syrie révèle donc les dysfonctionnements de l'État syrien et la nature réelle de ce pouvoir. La politique de l'indépendance alimentaire poursuivie jusqu'à la fin du XX^e siècle a conduit l'agriculture syrienne à une impasse, car elle a complètement négligé les disponibilités en eau du pays. Certes, multiplier les surfaces irriguées dans les bassins de l'Euphrate et du Khabour est un moyen de conserver des droits sur le débit de l'Euphrate, mais encore faut-il pour cela entretenir des relations normales avec ses voisins et non pratiquer une politique de confrontation. La Syrie est donc condamnée à une politique de bon voisinage avec la Turquie, sans quoi cette dernière n'aura aucun scrupule à fermer le robinet. Pour réduire la dépendance à l'égard de son voisin du Nord, la Syrie s'est lancée dans une politique de modernisation de l'irrigation et a gelé l'extension des périmètres irrigués. Il lui faudrait également refondre sa politique agricole : abandonner les cultures trop consommatrices d'eau telles que les agrumes, la betterave sucrière ou le coton, qui ne sont pas vitales pour l'alimentation du pays. Mais, tout comme la vérité sur les prix de l'eau, cette réforme toucherait les intérêts de groupes sociaux influents dans les cercles du pouvoir. Ainsi, lorsque les agriculteurs alaouites de la plaine de Jableh manquent d'eau pour leurs agrumes, ils n'hésitent pas à puiser dans la canalisation qui alimente la ville de Lattaquié. Personne n'ose les en empêcher car ils appartiennent à la tribu du président Assad et de nombreux officiers supérieurs sont issus de cette région.

Depuis le lancement de la réforme agraire, le contrôle de l'eau par l'État est un instrument de légitimation du régime baathiste et de contrôle des agriculteurs.

Cependant, la pénurie d'eau oblige le régime à revenir sur l'un de ses fondements, car le risque d'émeutes en ville est désormais plus grand que dans les campagnes. Cela dit, le pouvoir s'est également déplacé vers les villes avec l'urbanisation de la petite bourgeoisie rurale fondatrice du

régime baathiste et sa mutation économique, de la rente étatique au secteur privé ³⁴.

Cette évolution des allocations en eau, au détriment des campagnes, est d'autant plus probable que la Syrie espère aujourd'hui attirer les investissements des pays arabes pétroliers, notamment pour devenir leur destination touristique privilégiée plutôt que pour être le grenier de la péninsule arabique. Les projets de cité-jardin autour de Damas, tout comme ceux de transformer Palmyre, cité antique et oasis au centre de la steppe syrienne, en un Las Vegas arabe ³⁵, s'inscrivent dans cette nouvelle politique.

Le soutien à l'agriculture n'est donc plus une préoccupation majeure du régime de Bachar al-Assad, et c'est sans doute ce qui explique aussi les retards dans l'adoption de techniques d'irrigation modernes. Cependant, même en sacrifiant l'agriculture dans les zones urbaines et touristiques, les ressources en eau demeurent insuffisantes pour assurer leur développement. La Syrie doit changer son mode de gestion de l'eau domestique car, dans l'état actuel, les sociétés publiques ne peuvent réaliser que des économies marginales. L'augmentation des tarifs et la lutte contre les fraudeurs sont des mesures difficiles à prendre car elles peuvent déboucher sur des émeutes. Le régime semble donc privilégier le laisser-faire, en espérant que les Syriens se débrouilleront et accepteront la pénurie avec leur résignation habituelle.

34. Hanna Batatu, *Syria Peasantry, the descendants of Its Lesser Rural Notables, and Their Politics*, Princeton University Press, Princeton, 413 p.

35. Projet phare de l'actuel gouverneur de Homs.